

## **Parti Socialiste – Congrès de Dijon**

### **Contribution générale « Socialistes : notre histoire a un avenir ! »**

16 février 2003

A l'attention de François Hollande

**Objet : Préparation de la future motion**

Cher François,

Comme nous te l'avons toujours indiqué, nous avons souhaité œuvrer dans ce congrès dans une logique de loyauté à ton égard, de complémentarité, mais aussi d'exigence sur des orientations et des propositions qui sont le produit de notre réflexion collective et que nous avons livrées au débat des socialistes à travers notre contribution générale. Nous avons été heureux de constater la proximité de nos deux contributions et faisons sans ambiguïté le choix de soutenir ta future motion. Nous avons donc participé dans cette perspective aux différentes réunions dites « des contributeurs » mais avons également souhaité te faire part directement des éléments qui nous paraissent devoir et pouvoir être pris en compte afin d'enrichir le futur texte et d'élargir le rassemblement des socialistes autour de ta démarche.

L'orientation générale de la motion doit tenir compte du statut de ce congrès. Puisqu'il ne s'agit pas de finaliser l'élaboration d'un nouveau projet ou programme des socialistes, il nous semble nécessaire de **mettre l'accent sur les questions de méthode et de stratégie politique**. Nous sommes en effet convaincus qu'une des clés de ce congrès est de convaincre les militants qu'il est possible à la fois de te soutenir et de se prononcer pour le changement au sein du PS, et de montrer que les socialistes ont tiré des leçons de leur pratique du pouvoir et élaborent une nouvelle stratégie de transformation sociale.

**La volonté de renouvellement et de rénovation du parti doit être affirmée avec force** comme une condition du succès de nos combats futurs. La contribution était dans ce domaine très positive. Elle peut être complétée en mettant l'accent sur la dynamique du parti en direction de l'extérieur : rencontres avec les citoyens, campagnes annuelles d'adhésion et d'inscription sur les listes électorales,... et sur les moyens que l'on se donne en interne pour réussir le développement du PS : formation des militants, partage de l'information, fonctionnement en réseau... Bien entendu, **le texte de la future motion n'aura de sens que si les modifications statutaires qui seront soumises au vote des militants sont à la hauteur des orientations affichées**. La crédibilité des orientations proposées pour le parti va également de pair avec la force des propositions relatives à la démocratie. On ne peut plus par exemple se contenter d'aller « vers » le mandat unique et le statut de l'élu, il faut prendre dans la motion des engagements fermes et précis dans ce domaine comme dans celui de la parité.

**La clarification de notre stratégie de transformation sociale est à nos yeux une question essentielle**. Dans ce domaine, la contribution reste assez silencieuse même si elle contient des éléments que nous partageons dans le domaine de la démocratie, notamment sociale, ou des nouvelles réponses à apporter aux attentes de la société. Il nous paraît absolument nécessaire de regrouper ces différents volets pour construire une orientation cohérente et forte. Pour répondre au désenchantement citoyen et à la crise de confiance dans l'utilité de la politique, nous avons proposé de développer **une nouvelle culture de l'action publique fondée sur une politique durable et globale et une nouvelle méthode pour mener le changement autour de la démocratie participative et du partenariat avec le mouvement social** [p103-104 et 110-111 du cahier n° 1 des contributions]. Nous avons également suggéré que le Parti Socialiste formalise ses conceptions dans ce domaine et les mette en débat dans la société dans le cadre de l'élaboration d'une « **charte de la transformation sociale** », **idée que nous souhaitons vivement voir figurer dans la motion**. Il nous semble en effet que la capacité du PS à redevenir le point de convergence des mobilisations et des expérimentations qui se développent dans la société dépend étroitement de son aptitude à clarifier sa stratégie de transformation sociale, ses rapports avec les différents partenaires, et la place donnée aux citoyens dans l'animation de notre démocratie.

Ces deux lignes forces permettent de répondre pleinement aux deux premières causes de la défaite telle que tu les analyse toi-même dans ta contribution : la faiblesse du Parti Socialiste et le manque d'écoute et de dialogue avec les français. Tu soulignes également la trop faible visibilité de notre projet au moment de l'élection présidentielle. Pour avancer sur la voie de la clarification de notre identité il nous semble nécessaire, tout en partageant l'essentiel des réponses que tu proposes, de revenir sur quelques thèmes.

**Les socialistes doivent clarifier leur approche du développement durable et solidaire**. Il nous semble erroné d'en faire soit essentiellement une question de protection de l'environnement, soit un des volets d'une stratégie de développement économique. Dans ce dernier cas on touche même au contre-sens. **Le développement durable et solidaire est pour nous un projet de société alternatif et le front sur lequel les socialistes doivent se battre contre la marchandisation du monde et l'extension de la**

**logique libérale à tous les objets et à tous les aspects de notre vie individuelle et collective** [pp. 107-108 du cahier n°1 des contributions].

Nous proposons d'abord de réaffirmer le primat de la politique et des choix collectifs sur l'innovation en développant les outils d'**une véritable démocratie scientifique et technique** permettant de réintégrer ces question dans le champ démocratique.

Nous souhaitons ensuite que les socialistes défendent contre les lobbies et au nom de l'intérêt général des **choix environnementaux courageux** et portent **un regard critique sur le progrès** et notamment le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui doivent être régulées comme n'importe quel autre secteur économique.

**Nous demandons enfin que les socialistes cessent de considérer l'économie sociale et solidaire comme une « niche » sympathique mais marginale, et au contraire réintègrent cette problématique dans une nouvelle conception de l'économie autour de la notion d'économie plurielle** certes avec le marché, mais structurant aussi d'autres logiques économiques : celles des biens publics, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie domestique... Cette révision doctrinale nous paraît essentielle pour fonder notre volonté de protéger certaines activités essentielles à l'épanouissement de l'homme (santé, culture, éducation,...) de la logique libérale.

**Les notions de « démocratie scientifique et technique » et « d'économie plurielle », devraient figurer de manière explicite dans ta motion.**

Nous restons par ailleurs dubitatifs face au mot d'ordre de la « solidarité citoyenne » qui fédère nombre de tes propositions. Ce terme nous paraît vague, peu mobilisateur et surtout peu à même d'organiser la clarification du clivage gauche droite. **Nous continuons de penser que la réinvention du combat pour l'égalité est une orientation fédératrice, porteuse de sens pour les militants, et indispensable pour réfléchir à l'identification de combats collectifs susceptible de rassembler les couches populaires aux conditions de vie toujours plus éclatées et individualisées autour de revendication universelles.** Si la gauche ne parvient pas à gagner cette bataille idéologique de l'égalité, alors elle sera condamnée à la mission impossible de la conciliation des différents intérêts catégoriels. Dans le cadre de cette réflexion, nous pensons nécessaire de préciser que la question des services publics ne saurait concerner que les seules entreprises publiques mais l'ensemble des instruments de l'action publique, et que **le fondement de la légitimité des services publics est leur contribution à la solidarité et à la réduction des inégalités.** C'est sur cette base que les socialistes doivent mener la bataille pour la réhabilitation de l'impôt progressif sur le revenu qui finance ces services.

**Le terme d'intégration ne nous semble plus adapté** pour traiter des difficultés concrètes de vie rencontrées aussi bien par les étrangers que par les français de couleur. Les socialistes doivent désormais aborder le front, comme tu le suggères d'ailleurs, la question des discriminations, qu'elles soient raciales, entre femmes et hommes ou liées aux différents modes de vie, dans une France restée encore par trop raciste et sexiste. **Nous pensons que la question de l'effectivité de l'égalité républicaine des droits est devenue aujourd'hui centrale et doit être formulée telle que dans la motion.**

Nous partageons l'orientation que tu proposes sur la construction européenne et notamment la revendication d'une Europe fédéral. Nous pensons qu'il est possible de pousser les feux de la **création d'un véritable espace politique européen en mettant par exemple en avant l'idée de l'ouverture d'un droit d'interpellation** permettant aux peuples de l'UE d'utiliser le droit de pétition pour obtenir l'inscription d'une question à l'ordre du jour des institutions compétentes.

Nous considérons par ailleurs que les socialistes ne peuvent s'en tenir à l'affirmation de la nécessité d'un gouvernement économique européen sans en clarifier les modalités et les moyens d'intervention. **Nous voulons redonner des bras à l'Europe de la croissance et du plein emploi.** Ainsi nous souhaitons que la future constitution confère à la BCE un objectif complémentaire de plein emploi et que le Parlement Européen puisse assurer le contrôle de cette institution, que le pacte de stabilité soit remplacé par un pacte d'orientation économique favorisant l'investissement public, et que le tabou du plafonnement de la dépense communautaire soit levé afin de financer les politiques nouvelles notamment en matière d'aménagement du territoire et d'infrastructures.

Dans la période qui s'ouvre nous souhaitons participer activement à tes cotés à l'ensemble des différents volets de la préparation du congrès, qu'il s'agisse de l'écriture de la motion, de sa défense dans les fédérations, ou de la préparation des modifications statutaires. Nous savons que tu auras à cœur que le dispositif politique de la majorité soit représentatif de toutes ses composantes et de la volonté de renouvellement qui est la tienne pour le Parti Socialiste.

Reçois, cher François, l'expression de nos plus chaleureuses amitiés socialistes.

**Les signataires de la contribution générale « Socialistes : notre histoire a un avenir ! » :**

Béatrice AMOSSÉ (1ère SF du Loir et Cher) ; Elisabeth AUERBACHER (vice-pdte com nat conflits, 65) ; Roland BEIX (1er SF de la Charente-Maritime) ; Jean-Michel BOUYSSIE (1er SF du Tarn) ; Jean BURNELEAU (1er SF de la Vendée) ; Christophe CASTANER (com nat conflits, Maire de Forcalquier, 04) ; Brigitte CHANÉAC (1ère SF de l'Ardèche) ; Jean-Paul CHARTRON (1er SF de la Loire) ; Jean-Claude CHÉRAMY (1er SF des Hautes-Alpes) ; Christophe CLERGEAU (CN, 44) ; Bernard COUTURIER (1er SF des Deux-Sèvres) ; Jean-Pierre ESPIAU (1er SF du Gers) ; Jean EXCOFFIER (1er SF de la Haute-Savoie) ; Alain FABRE-PUJOL (1er SF du Gard) ; Roland

GAREYTE (1er SF du Lot) ; Anne HIDALGO (Secrétaire Nationale, 1ère adjointe au maire de Paris,75) ; Pascal JOSEPH (CN, 75) ; Bernadette LACLAIS (CN, 1ère adj m Chambéry, 73) ; Michel LALLINEC (1er SF du Morbihan) ; Bernard LACOEUILLE (1er SF de la Charente) ; Lois LAMOINE (1er SF du Loiret) ; Frédéric LEVEILLÉ (1er SF de l'Orne) ; Hugues MANOUVRIER (1er SF de la Savoie) ; Michel PETIT (1er SF de l'Aveyron) ; Étienne POURCHER (com nat comptes, Pdt groupe soc CG, BF, 88) Laurent RABATÉ (1er SF de l'Eure et Loir) ; Denis TROESTER (1er SF de l'Yonne) ; Thibaud VILLEMIN (1er SF de la Meuse).